



69843



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr
LIMITÉE

E/ECA/PSD.6/12
8 novembre 1989

Original : FRANCAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains.

Addis Abéba, Ethiopie, 15 - 20 janvier 1990.

LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT STATISTIQUE
POUR L'AFRIQUE (PDSA).

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. Introduction	1- 4	1
II. Principaux objectifs poursuivis dans l'intégration des activités de développement de la statistique dans le cadre du PDSA.	4-16	1-4
III. Développement des programmes statistiques appuyés par le PDSA:	17-43	5-12
III. 1 Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA)	17-26	5- 8
III. 2 Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages (PADEM)	27-33	8-10
III.3 Appui aux pays africains dans le domaine de la comptabilité nationale et des statistiques économiques de base	34-38	10-11
III.4 Appui aux pays africains dans l'élaboration de bases de données statistiques.	39-43	12
IV. Conclusion.	44-46	13

I. INTRODUCTION

1. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a depuis sa création en 1958, accordé une place importante au développement de la statistique en Afrique, soit à travers les activités régulières inscrites dans son programme de travail, soit à travers des activités au titre de projets financés par des agences donatrices du système des Nations Unies. A ce titre, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a financé depuis un certain nombre d'années trois projets de développement de la statistique, dont l'exécution a été confiée à la Division de la statistique de la CEA, à savoir :

- le projet d'appui opérationnel à l'amélioration et à l'expansion du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) qui a démarré en 1978;
- la composante régionale du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages (PADEM) qui a été mise en place également en 1978 et
- le projet d'assistance aux pays les moins développés et aux pays nouvellement indépendants dans le domaine de la comptabilité nationale dont l'exécution a commencé en 1979.

2. Jusqu'en 1986, les trois projets ont été exécutés de façon indépendante contribuant ainsi séparément au développement des trois domaines de la statistique mentionnés ci-dessus.

3. En 1987, il a été décidé d'adopter une approche intégrée dans l'exécution des trois projets cités, au titre du quatrième cycle de programmation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il ne fait pas de doute que les trois projets avaient contribué, chacun dans son domaine, au développement de la statistique en Afrique. Mais l'approche intégrée adoptée devrait permettre de réaliser de meilleurs résultats et une meilleure coordination des activités.

4. On examinera brièvement dans ce document les principaux objectifs poursuivis dans l'intégration des activités de développement de la statistique dans le cadre du Programme de développement statistique pour l'Afrique (PDSA), et le développement des différents programmes statistiques appuyés par le PDSA.

II. PRINCIPAUX OBJECTIFS POURSUIVIS DANS L'INTEGRATION DES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE DANS LE CADRE DU PDSA.

5. Il convient de rappeler tout d'abord les objectifs des trois programmes en matière de statistique appuyés par le PDSA et ayant fait l'objet des trois projets qui ont été déjà mentionnés.

6. Le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) a pour objectif de faire en sorte que la région africaine dispose de façon permanente du personnel statistique qualifié pour les services nationaux de statistique, les autres services gouvernementaux ainsi que les secteurs para-public et privé. Un ensemble de structures de formation statistique, dénommées centres du PFSA, contribue à la réalisation de cet objectif notamment en ce qui concerne la formation de base en statistique. Il existe également des centres associés, situés en dehors de la région africaine, qui offrent surtout une formation spécialisée de courte durée.

7. En ce qui concerne le Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages (PADEM), il a pour objectif principal de faire en sorte que les pays africains soient capables de produire un flux continu de données socio-économiques intégrées à partir d'enquêtes auprès des ménages et d'autres sources pour leurs plans, politiques et programmes de développement. En d'autres termes, le programme vise à aider les pays dans la mise en place de structures permanentes d'enquête et à s'assurer que les données collectées soient correctement analysées et présentées.

8. S'agissant du programme d'assistance en comptabilité nationale, il convient de préciser que la CEA avait fourni pendant plusieurs années des services consultatifs aux pays membres dans ce domaine avant le financement depuis 1979 par le PNUD du projet d'assistance en comptabilité nationale aux pays les moins développés et ceux nouvellement indépendants. L'année 1982 a connu le lancement du Programme de mise en place de dispositifs en matière de comptabilité nationale, avec pour objectif de faire en sorte que les pays africains soient capables d'élaborer et d'utiliser la comptabilité nationale comme une partie intégrale de leur programme de développement statistique. Tel qu'il a été conçu, le programme prévoyait un vaste projet qui a malheureusement manqué de financement extérieur pour son expansion.

9. Le principal objectif poursuivi en intégrant les activités de développement de la statistique dans le cadre du PDSA est d'avoir un plus grand impact sur le développement de la statistique dans la région africaine et d'assurer une meilleure coordination des activités. Il s'ensuit que l'objectif principal du projet: Programme de développement statistique pour l'Afrique (PDSA) est de s'assurer que les systèmes statistiques africains produisent des statistiques pertinentes, sûres et à propos, qui puissent être mises à la disposition des autorités nationales chargées entre autres de la formulation de politique, de la planification du développement et des utilisateurs internationaux, en particulier dans le cadre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA).

10. La stratégie adoptée dans le projet intégré concernant le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) consiste à renforcer la formation statistique suivant trois axes distincts qui sont:

- le développement de programmes spécialisés post-universitaires dans des domaines tels que les statistiques agricoles, la comptabilité nationale et les enquêtes auprès des ménages;
- la mise en place et/ou l'expansion de la formation au niveau moyen, y compris la formation en cours d'emploi, surtout dans les pays africains de langue officielle portugaise; et
- le développement du matériel pédagogique en statistiques appliquées.

11. Pour ce qui est des enquêtes auprès des ménages, le projet intégré souligne le besoin permanent de développer ou de renforcer la capacité des pays à exécuter de façon efficace des enquêtes sur les ménages et à en traiter et analyser rapidement les données. La stratégie adoptée dans ce domaine concerne la fourniture de conseils techniques sur les différents aspects des opérations d'enquête, particulièrement le traitement et l'analyse des données.

12. Dans le domaine des statistiques économiques de base, l'on s'efforce dans le projet intégré de mettre un accent particulier sur deux aspects, en premier lieu une plus grande concentration sur des systèmes simples de collecte permanente de données, en deuxième lieu des moyens plus efficaces de diffusion rapide des données.

13. Enfin le projet intégré se propose d'utiliser les expériences des pays dans les domaines de la collecte des statistiques économiques de base, de l'élaboration de la comptabilité nationale et des activités dans le cadre d'enquêtes auprès des ménages pour promouvoir le développement de bases de données statistiques dans les pays de la région.

14. Le personnel du projet PDSA comprenait au 30 septembre 1989 deux conseillers en formation statistique dont l'un est en même temps spécialiste d'enquêtes auprès des ménages, un spécialiste en comptabilité nationale; un spécialiste en enquêtes auprès des ménages et un spécialiste en base de données statistiques. Il existe en outre au sein de la Division de la statistique de la CEA un poste de conseiller régional en comptabilité nationale financé par le programme régulier de coopération technique des Nations Unies. De plus, le Bureau international du travail (BIT), dans le cadre de sa contribution au développement du PADEM, fournit depuis 1979 un poste de conseiller régional en enquêtes auprès des ménages qui a été chargé de la plupart des missions dans les pays africains anglophones, particulièrement en ce qui concerne les enquêtes sur l'emploi, le revenu et les dépenses des ménages.

15. Les différents spécialistes du projet travaillent en équipe, et ne sont pas restreints à s'occuper seulement des tâches rentrant directement dans leurs spécialités. Les activités menées au cours d'une mission par un spécialiste ou un conseiller du projet dans un domaine donné sont suivies par un autre spécialiste au cours d'une autre mission effectuée dans le même pays. Par exemple, un conseiller en formation statistique qui se rend dans un pays donné dans le cadre d'une mission sur le renforcement du programme de formation en cours d'emploi, pourra en même temps s'informer sur les activités de suivi engagées par le pays sur la base des recommandations d'une mission consultative du spécialiste en enquêtes auprès des ménages ou en comptabilité nationale. Au niveau des centres de formation statistique, des cours sur les statistiques appliquées telles que la comptabilité nationale, la théorie des sondages et les enquêtes budget-consommation, sont enseignés par les spécialistes du projet PDSA. L'accent est mis dans ces cours sur les problèmes pratiques qui se posent dans les pays africains dans ces divers domaines spécialisés.

16. D'une façon générale, il ne fait pas de doute que l'approche intégrée décidée au titre du Programme de développement statistique pour l'Afrique facilite énormément l'exécution du projet au niveau de la CEA, tant du point de vue technique qu'administratif.

III. DEVELOPPEMENT DES PROGRAMMES STATISTIQUES APPUYES PAR LE PDSA.

III. 1. Programme des formation statistique pour l'Afrique (PFSA).

17. Il faudrait rappeler que le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) a été conçu comme un programme décennal visant à augmenter le nombre de statisticiens formés, à améliorer et à maintenir la qualité du personnel statisticien en service. Au terme de dix années de fonctionnement du programme, on s'est rendu compte que les objectifs poursuivis n'ont pas été pleinement réalisés, malgré les progrès incontestables accomplis sur le plan de la formation dans la région africaine.

18. Dans le cadre du projet financé par le PNUD, il a été estimé que les activités en matière de formation statistique gagneraient en efficacité en les intégrant dans un projet global, le PDSA, comprenant également le développement des enquêtes auprès des ménages, l'amélioration des statistiques économiques de base, et le développement de bases de données statistiques.

19. En relation avec le PFSA global, l'accent a été mis sur les aspects suivants :

- la formation des formateurs;
- l'appui aux programmes post-universitaires;
- la formation en cours d'emploi et au niveau moyen, avec un accent particulier pour les pays africains de langue officielle portugaise;
- la promotion de la femme dans la formation statistique; et
- la participation du secteur privé.

20. Dans le domaine de la formation des formateurs, le projet PDSA prévoit l'octroi d'au moins dix bourses pour la formation ou le recyclage des enseignants des centres participant au programme de formation statistique pour l'Afrique. Depuis l'exécution du projet à ce jour, six bourses ont été déjà octroyées, dont deux à des enseignants francophones et quatre à des enseignants anglophones. Il est envisagé dans cet exercice, d'accorder une priorité aux centres développant des programmes d'enseignement post-universitaire, en l'occurrence l'ENSEA d'Abidjan, le Département de statistique de l'Université d'Ibadan, et l'ISAE de Kampaia.

21. La formation en cours d'emploi et/ou formation de cadres moyens de la statistique, reçoit également une priorité élevée dans le cadre du projet PDSA. Ceci provient du fait que, lors de l'évaluation du programme PFSA, on s'est rendu compte que les pays africains en général et les pays francophones en particulier manquent énormément de cadres moyens de la statistique au sein des services nationaux de statistique. Des actions visant à remédier à cette situation ont été engagées avant l'adoption du projet intégré PDSA et il convient de les poursuivre. Il s'agit de la mise en place et/ou du renforcement de programmes nationaux de formation statistique en cours d'emploi/formation au niveau moyen. Les conseillers en formation statistique s'attèlent à cette tâche à travers :

- des missions consultatives en vue de la mise en place ou du renforcement de programmes de formation.
- des missions d'enseignement auprès des programmes de formation en cours d'emploi (pays anglophones), ou des centres nationaux de formation de cadres moyens de la statistique (pays francophones).
- l'organisation de séminaires (deux ont été déjà organisés en 1988, l'un à Abidjan, l'autre à Harare) à l'endroit des formateurs engagés dans la formation statistique en cours d'emploi ou au niveau moyen.

22. La formation statistique au niveau des pays africains de langue officielle portugaise, a reçu une priorité très élevée dans le cadre du projet intégré PDSA. En effet, des actions entamées au titre de la deuxième phase du PFSA ont été poursuivies de façon intense dans le cadre du projet intégré PDSA. C'est ainsi qu'avec la collaboration technique et financière de la Communauté économique européenne:

- une mission conjointe CEE/Portugal/CEA s'est rendue à Bissau en décembre 1987 pour évaluer la faisabilité du projet de création d'un centre de formation statistique de niveau moyen à utiliser par la Guinée-Bissau, le Cap Vert et Sao Tomé et Principe;
- une réunion a été organisée à Luxembourg en février 1988, regroupant les responsables des cinq pays africains de langue officielle portugaise, pour discuter du projet de programme - type de formation de niveau moyen élaboré par la CEA, ainsi que du projet d'ouverture d'une école statistique de niveau supérieur à Lisbonne;

- une autre réunion a été organisée à Lisbonne en novembre 1988, en vue d'examiner la situation du projet de création de l'école statistique de Lisbonne, sa structure, ses programmes d'enseignement, et ses conditions d'admission;
- une mission de la CEA s'est rendue à Sao Tomé en décembre 1988 en vue d'élaborer un document de projet relatif à la mise en place d'un programme national de formation des agents techniques de la statistique.

23. Une attention particulière est accordée au rôle de la femme dans la formation statistique. Par exemple, on s'efforce de faire en sorte qu'au moins 25 p. 100 des candidats bénéficiant de bourses d'étude pour la formation des formateurs soient du sexe féminin. On encourage également les centres participant au PFSA à admettre le plus grand nombre possible d'étudiants du sexe féminin de façon à ce qu'il y ait au moins 10 p.100 de femmes statisticiennes au cours de la période 1987-1991. De même on encourage les gouvernements africains à désigner des femmes statisticiennes pour participer aux séminaires et ateliers de formation organisés dans le cadre du PDSA en vue d'obtenir dans l'ensemble une participation de 10 p. 100 de femmes, au moins, à ces réunions.

24. Il a été estimé que les effets négatifs de l'exode du personnel statistique formé vers le secteur privé pourraient être atténués si on pouvait offrir à ce secteur des programmes spécifiques de formation. Plusieurs pays de la région réservent déjà des places pour les étudiants supportés par le secteur privé, particulièrement au niveau moyen. On continue à encourager cette pratique dans le cadre du projet intégré PDSA. On s'efforce en outre de réduire les charges de travail imposées au secteur privé dans les enquêtes/rapports statistiques par l'utilisation de questionnaires simples et du sondage stratifié.

25. On continue, dans le cadre du projet intégré PDSA, à mettre l'accent sur l'élaboration concertée de programmes d'enseignement et la diffusion de renseignements sur les activités de formation statistique intéressant la région africaine. C'est ainsi qu'une révision du programme type de formation statistique au niveau moyen a été entreprise en 1989. On a également publié les éditions 1987 et 1989 du Répertoire des centres de formation statistique et des centres associés participant au PFSA et le Répertoire des centres de formation statistique ne participant pas au PFSA ainsi que le Bulletin "Echos du PFSA" (deux numéros par an).

26. Il est reconnu que le PFSA constitue un excellent exemple de coopération entre les gouvernements africains, plusieurs organisations et institutions nationales et internationales ainsi que diverses agences donatrices multilatérales et bilatérales. En particulier on espère que la deuxième phase du projet "Assistance de la CEE au PFSA" sera opérationnelle avec l'entrée en vigueur en 1990 de la Convention de Lomé IV associant les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à la Communauté économique européenne.

III. 2. Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages (PADEM).

27. A l'heure actuelle les dix-neuf pays suivants participent activement au PADEM : Algérie, Bénin, Botswana, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. En outre des propositions de projet ont été formulées pour les pays ci-après : Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée équatoriale, Niger, Sénégal, Swaziland et Tanzanie. Les principaux domaines étudiés sont les dépenses et la consommation des ménages, l'agriculture, l'activité économique et l'emploi, la démographie et la santé. Le secteur informel, introduit récemment, semble être appelé à une promotion rapide au cours des prochaines années.

28. Quelques problèmes continuent à freiner le développement des programmes nationaux d'enquête. Le premier, à caractère financier, concerne le manque de fonds des pays participants pour mettre en oeuvre des programmes d'enquête auprès des ménages répondant à leurs besoins. Le manque de personnel qualifié constitue un autre problème en raison de la grande mobilité du personnel des services nationaux de statistique. Le PFSA s'efforce de remédier à cette situation. Le troisième problème, de nature technique, touche le blocage au niveau du traitement informatique des données d'enquête. Les progrès enregistrés récemment au niveau de la capacité des micro-ordinateurs et de la disponibilité de logiciels performants spécialement conçus pour le traitement des données d'enquête ont permis à certains pays de connaître une évolution positive.

29. Le service consultatif régional mis en place depuis 1978 à la CEA grâce à l'appui financier du PNUD compte deux spécialistes d'enquêtes auprès des ménages. Les compressions budgétaires ont réduit ce nombre à un en 1986. Un conseiller régional en enquêtes sur les ménages du BIT est cependant en fonction depuis 1979. L'équipe a été renforcée de 1986 à 1988 par un spécialiste en traitement des données fourni par la République fédérale d'Allemagne dans le cadre d'un accord bilatéral avec la CEA. Environ une vingtaine de missions de consultation, dont l'objet se rattache à l'une des cinq rubriques suivantes, sont entreprises chaque année:

- évaluation préliminaire des conditions de mise en oeuvre de programmes d'enquête;
- formulation de propositions de projets nationaux;
- assistance à la conception et à la gestion d'enquêtes;
- assistance méthodologique portant sur les plans de sondage, les concepts et définitions, la collecte, les questionnaires, la tabulation, le traitement, l'analyse et la publication des résultats;
- assistance dans le perfectionnement formel et informel des performances du personnel d'enquête, y compris la formation en cours d'emploi.

30. Ces missions sont menées d'une manière coordonnée avec le Bureau de statistique des Nations Unies, le BIT, la FAO, l'UNICEF et dans la mesure du possible avec la Banque mondiale. En outre les conseillers régionaux ont rédigé des documents techniques touchant les divers aspects des enquêtes.

31. La formation appropriée aux enquêtes basée essentiellement sur l'échange d'expérience a reçu une attention particulière. A cet effet un atelier a été organisé en 1986 sur les questions techniques et administratives des enquêtes auprès des ménages, pour les pays africains francophones. Deux groupes de travail ont été organisés en 1987 sur le traitement des données d'enquête, l'un pour les pays africains anglophones et l'autre pour les pays francophones de la région. Un groupe de travail bilingue sur les enquêtes auprès des ménages a été également organisé en 1989.

32. Le dernier groupe de travail a formulé des recommandations qui sont soumises à la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains. On peut mentionner en particulier les recommandations en vue de la continuation du projet "Programme de développement statistique" (PDSA), de l'accroissement des effectifs du personnel régional du PADEM et de la continuation du poste de conseiller régional du BIT en enquêtes auprès des ménages à la CEA afin de maintenir la coopération étroite du BIT dans le PADEM. Les autres recommandations concernent l'intensification de la formation du personnel statisticien à tous les niveaux, particulièrement le personnel d'enquête; l'organisation de séminaires et ateliers de formation sur des thèmes précis, en collaboration avec le PFSA; la poursuite du développement de la méthodologie de collecte, de traitement, d'analyse et d'utilisation des données démographiques et socio-économiques intégrées; la mise en place en Afrique d'un

programme de recherche et d'expérimentation: et la diffusion des informations concernant les expériences africaines en matière d'enquête auprès des ménages et les publications récentes sur la méthodologie d'enquête.

33. Le groupe de travail a également demandé à la Conférence commune d'examiner, de façon complète, la question de renforcement de la coopération au niveau national entre les organismes gouvernementaux en vue d'assurer une intégration plus efficace des programmes d'enquête auprès des ménages. Enfin, le groupe a recommandé la promotion de la coordination au niveau international de l'assistance des différents organismes multilatéraux et bilatéraux dans le domaine des enquêtes auprès des ménages ainsi que l'intensification des efforts en vue d'assister les pays africains dans la mobilisation des ressources techniques et financières nécessaires à l'exécution des programmes nationaux d'enquête.

III. 3. Appui aux pays africains dans le domaine de la
comptabilité nationale et des statistiques économiques
de base.

34. La CEA a mené depuis plusieurs années des actions en faveur des pays africains dans le domaine de la comptabilité nationale et des statistiques économiques de base. Les objectifs fixés à cet effet dans le cadre du projet intégré PDSA consistent à appuyer et à renforcer la capacité des services nationaux de statistique dans la production, le traitement et la diffusion de données économiques de base répondant aux besoins des décideurs et des responsables du développement économique et social.

35. Les actions que la CEA mène dans ce domaine concernent principalement l'appui direct aux services nationaux de statistique et la formation des cadres africains responsables de la production des statistiques économiques et de l'élaboration des comptes nationaux.

36. S'agissant en premier lieu de l'appui direct aux services nationaux de statistique, il se fait à travers des missions de courte durée du spécialiste et du conseiller régional en comptabilité nationale dans les différents pays. Ces missions ont pour objectifs de développer les capacités des pays en traitement des comptes nationaux selon la méthodologie du Système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN) et de procéder à un examen approfondi des statistiques économiques nécessaires à l'évaluation de l'économie et du plan de développement. Dans la plupart des cas, ces missions ont assisté les cadres nationaux dans l'élaboration effective des comptes de la nation. Il s'agit surtout d'initier ces cadres aux différents mécanismes de

confection des comptes, et au traitement desdits comptes sur micro-ordinateurs. Six pays, à savoir le Togo, la Guinée, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Gabon et la Guinée Equatoriale, ont bénéficié de cette assistance au cours des deux dernières années. Des missions de suivi sont organisées la plupart du temps pour aider les pays à mettre en oeuvre les recommandations.

37. Les missions dans les pays africains anglophones dans le domaine de la comptabilité nationale ont été limitées en 1988 et 1989 à celles entreprises par le personnel du budget régulier de la Division de la statistique de la CEA, notamment en Sierra Leone et en Tanzanie, en raison de la vacance du poste de conseiller régional en comptabilité nationale financé par le programme régulier de coopération technique des Nations Unies, de février 1988 à novembre 1989. Au total une vingtaine de missions sur les statistiques économiques de base (y compris les statistiques industrielles) et la comptabilité nationale ont été effectuées auprès de douze pays de la région au cours des deux dernières années.

38. En ce qui concerne la formation des cadres nationaux dans le domaine de la comptabilité nationale, celle-ci se fait sous les formes suivantes :

- La formation sur le tas dispensée par le spécialiste ou le conseiller régional en comptabilité nationale au cours des missions dans les pays, y compris les séminaires et ateliers de formation au niveau national;
- Les cours de comptabilité nationale approfondie assurés par la CEA dans certains centres du PFSA comme l'IAMSEA, Kigali;
- L'organisation par la CEA de groupes de travail, de séminaires et d'ateliers de formation. C'est ainsi que deux réunions d'un groupe de travail sur l'amélioration des statistiques économiques de base requises pour la planification se sont tenues de façon simultanée à Addis Abéba en septembre 1988, l'une pour les pays francophones et l'autre pour les pays anglophones de la région;
- L'animation de séminaires/ateliers organisés par des organisations sous-régionales africaines ou d'autres institutions à l'intention des ressortissants des pays de la région : c'est le cas du séminaire sur la comptabilité nationale organisé en novembre 1988 à Cotonou par le Secrétariat général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

III. 4. L'appui aux pays africains dans l'élaboration de bases de données statistiques.

39. Il faudra préciser que cette quatrième composante a été ajoutée au projet intégré, après discussions avec l'agence de financement, le PNUD. En effet, il est reconnu de nos jours qu'un développement harmonieux du système statistique ne peut être réalisé sans le développement parallèle d'une base de données statistiques.

40. L'objectif poursuivi dans cette composante additionnelle du projet intégré, est de fournir une assistance aux pays de la région dans la mise en place de bases de données statistiques et dans la formation des cadres nationaux sur l'utilisation et l'entretien de ces bases de données.

41. Avec l'approbation du PNUD, un poste de spécialiste en base de données statistiques a été financé pendant 6 mois en 1987 par le projet Système panafricain de documentation et d'information (PADIS), puis inclus dans le projet intégré PDSA à partir de janvier 1988. Malheureusement aucune provision budgétaire n'existe au moment de la rédaction du présent document pour financer ce poste au-delà du 31 décembre 1989. Compte tenu de cette incertitude, le titulaire du poste a obtenu une affectation au sein d'un autre projet. On espère que le poste sera maintenu au sein du projet PDSA compte tenu de l'intérêt croissant manifesté par les pays de la région pour le développement de bases de données statistiques au niveau national.

42. Jusqu'à présent les actions en ce domaine ont porté surtout sur la mise en place, au niveau des pays qui en ont fait la demande (comme l'Algérie, le Congo et le Maroc), d'une base de données statistiques calquée sur le modèle PADIS/STAT développé par la CEA ainsi que la formation du personnel à l'utilisation de cette base de données. Il est prévu de fournir à terme une assistance aux pays dans le développement de leurs propres bases de données statistiques, tenant compte de leurs conditions spécifiques.

43. Enfin, un séminaire de formation sur l'utilisation de progiciels dans l'informatique statistique pour les responsables francophones des services de statistique et de planification a été organisé à Addis Abéba en octobre 1988.

IV. CONCLUSION

44. Il convient de rappeler que le projet intégré "Programme de développement statistique pour l'Afrique" (PDSA) a démarré seulement en juillet 1987. Par conséquent il est prématuré de tenter d'évaluer de façon précise son impact sur le développement des systèmes statistiques dans la région africaine.

45. Il faudrait toutefois indiquer que des aspects positifs ont été déjà enregistrés dans le sens d'une meilleure coordination des activités dans les domaines de la formation statistique, des enquêtes auprès des ménages, des statistiques économiques de base et de la comptabilité nationale ainsi que de la base de données statistiques. On espère que les liens existant entre ces différents domaines de spécialisation se renforceront toujours davantage en vue de contribuer à une intégration efficace des activités de développement statistique en Afrique.

46. La Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains est invitée à :

- i) émettre des avis et des suggestions concernant l'approche intégrée dans le développement statistique dans la région;
- ii) formuler des commentaires et des suggestions concernant l'état d'avancement des différents programmes approuvés par le Programme de développement statistique pour l'Afrique (PDSA), en particulier le PFSA, le PADEM et les programmes en matière de statistiques économiques de base (y compris la comptabilité nationale) et de développement de bases de données statistiques; et
- iii) adopter, après examen, les rapports et les recommandations des deux réunions du groupe de travail sur l'amélioration des statistiques économiques de base requises pour la planification tenues en septembre 1988 et de la sixième réunion des Directeurs des centres participant au PFSA organisée en décembre 1989.